RAPPORT ANNUEL 2020-2021

LA SOLIDARITÉ EN ACTION

Alternatives

La solidarité en action

Nous reconnaissons que notre bureau est situé sur des terres autochtones non cédées. La Nation Kanien'kehá:ka est reconnue comme la gardienne des terres et des eaux sur lesquelles se dresse Montréal aujourd'hui. Tiohtià:ke/Montréal est historiquement connu comme un lieu de rassemblement pour plusieurs Premières Nations. Aujourd'hui, il abrite une population diversifiée d'Autochtones et d'autres peuples. Nous respectons les liens continus avec le passé, le présent et l'avenir dans nos relations continues avec les peuples autochtones et autres au sein de la communauté montréalaise, reconnaissant les multiples torts causés aux communautés autochtones du Québec et du Canada par le projet de colonisation européenne.

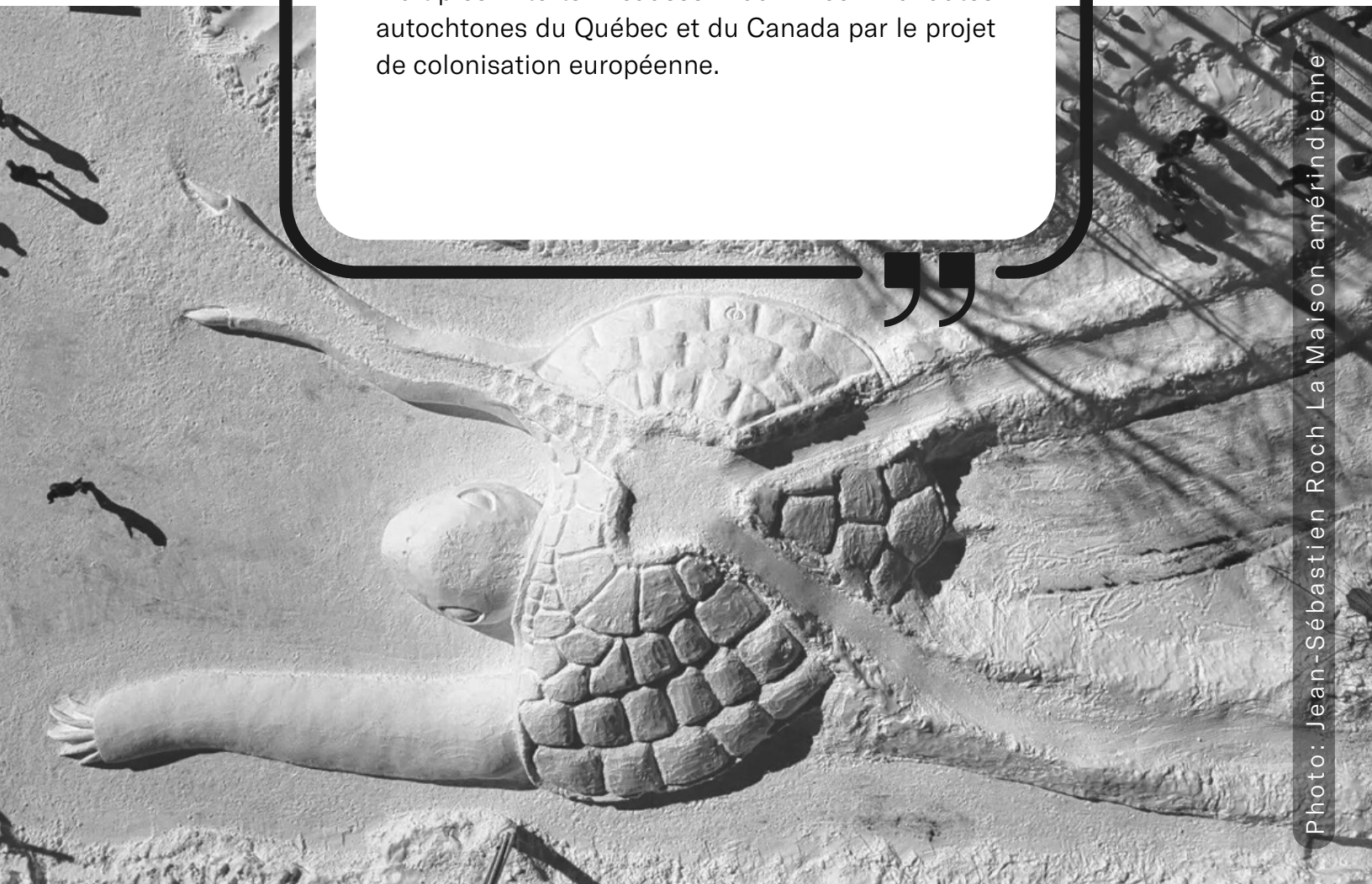


Photo: Jean-Sébastien Roch La Maison amérindienne

Sommaire

1 **Notre mission, nos actions de solidarité en virtuel**

2 **Mot de la présidence**

4 **Nos actions de solidarité internationale**

- Soutien aux défenseurs des droits humains
- La justice économique au féminin
- Les stages internationaux pour les jeunes
- La lutte contre la violence faite aux filles
- En soutien aux activités communautaires liées au COVID dans divers pays
- Notre solidarité avec la Colombie, le Chili, le Brésil, la Tunisie et l'Inde

13 **Nos actions d'éducation à la citoyenneté mondiale auprès du grand public québécois et nos projets de solidarité sur le territoire québécois**

- L'Observatoire pour réduire les inégalités raciales et la discrimination en emploi au sein des groupes racisés du Québec (ORIQ)
- Laboratoire sur les droits en ligne et les technologies alternatives (Lab-Delta)
- Service d'aide à l'emploi des personnes immigrantes (SAE)

18 **Webinaires organisées par Alternatives**

19 **Rapport financier 2020-2021**

21 **Conseil d'administration, équipe de travail, stagiaires et bénévoles**

22 **Nos partenaires**

Graphisme et mise en page : Éliane Boucher
Rédaction et correction : Léonard Buckles, Yasmina Moudda, Khadija Mounib
Publication : Janvier 2022

Notre mission, nos actions de solidarité en virtuel

Alternatives est un organisme de solidarité qui œuvre pour la justice sociale, les droits civils et politiques, les droits culturels et socio-économiques et le droit au bien commun au Canada et à l'étranger. Notre mission est de renforcer les initiatives citoyennes et collectives pour construire des sociétés démocratiques, justes et durables.

Notre travail repose sur la force des partenariats développés avec les populations du Nord et du Sud. Notre modèle de partenariat repose sur des principes de réciprocité, d'interaction et de coaction. Les partenaires sont activement et véritablement engagés dans les processus de changement social.

Tout au long de nos interventions, nous travaillons à l'émergence de nouvelles pratiques et approches féministes pour soutenir la solidarité transnationale entre les mouvements qui contribuent à l'autonomie et à l'autonomisation des filles et des femmes et soutiennent les droits de genre.

Cette année a été difficile pour Alternatives et ses partenaires locaux alors que nous faisions face à la pandémie mondiale de COVID-19 qui a rendu notre travail presque entièrement virtuel. Pour l'équipe de Montréal, cela a signifié peu de déplacements pour visiter des partenaires et des communications constantes via Zoom ou d'autres plateformes. Nos partenaires ont été confrontés à des limitations similaires dans leur travail avec une interface limitée avec les bénéficiaires de projets et souvent incapables de se réunir en équipe. Certaines activités ont dû être reportées, tandis que d'autres ont pu être réalisées, quoique de manière tronquée. Dans de nombreux cas, nos bailleurs de fonds ont compris ces défis et nous nous sommes adaptés en conséquence. Alors que nous nous éloignons de cette pandémie prolongée, nous espérons pouvoir reprendre nos activités à la fois de manière virtuelle et en présentielle.

Mot de la présidence

Chèr·es membres et allié·es d'Alternatives,

Nous avons abordé la dernière année dans un climat d'inquiétude, d'incertitude et d'angoisse, mais aussi avec l'espoir, la volonté de préparer collectivement le monde de l'après-Covid-19.

La crise sanitaire nous a rappelé encore une fois combien les iniquités et les inégalités sont aggravées par une multitude de facteurs d'exclusion inhérents au système capitaliste. Les inégalités devant le virus se sont fait sentir au chapitre des pertes d'emploi et de revenus, de l'éducation, de la qualité du confinement, mais aussi en ce qui concerne le risque d'être infecté et d'en mourir et dans l'accès des pays du Sud à la vaccination. Nous n'avons pas eu de choix que de prendre en compte ce contexte et de nous adapter, en essayant de ne pas compromettre les causes qui nous tiennent à cœur.

Afin de pallier les effets directs et indirects de la COVID-19, nous avons soutenu des cuisines collectives créées par des comités citoyens dans le quartier de Cerro Navia, au Chili, des marchandes et des artistes de Carrefour-Feuilles en Haïti, ainsi que les femmes et les filles vivant avec un handicap dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC).

Pour répondre au problème de violence contre les femmes et les filles qui s'est aggravé avec les confinements, nous avons travaillé avec notre partenaire hondurien, la Federación de Organizaciones de Trabajadores y Trabajadoras del Sector Social de la Economía de Honduras (FOTSSIEH) dans la création d'un Centre de soutien aux femmes du secteur informel inauguré en novembre 2020. Nous avons aussi continué notre travail auprès de militantes et de journalistes du Soudan qui lutte contre les violences sexistes et lancé une nouvelle initiative avec notre partenaire du Brésil, la Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE), pour le droit à l'éducation.

À l'heure où de nombreux États profitent de la pandémie pour justifier l'extension des pouvoirs de surveillance et le recours à des dispositifs technologiques plus intrusifs, nous avons lancé le LabDelta, un espace qui se penche les enjeux de gouvernance d'Internet et d'autres questions relatives aux droits dans l'environnement numérique.

Au printemps dernier, nous avons également inauguré l'Observatoire des inégalités raciales du Québec, un centre d'étude qui cherche à faire ressortir différents enjeux liés à la lutte contre le racisme systémique, la discrimination et l'exclusion.

Même en mode virtuel et en dépit des difficultés internes alimentées essentiellement par la pandémie, nos activités de mobilisation et de communication ont continué de sensibiliser le public à des questions de justice sociale et raciale. Nous avons notamment abordé les enjeux autour des élections aux États-Unis, la violence vécue par les travailleuses de l'informel au Honduras, le racisme systémique au Québec, la guerre au Yémen, les mobilisations en Colombie, les droits du peuple palestinien, les luttes paysannes au Brésil, en Inde et en Tunisie, la surveillance numérique et l'impact de la crise sanitaire sur les peuples autochtones de l'Amazonie déjà fragilisés par les incendies, l'agriculture intensive, l'extraction minière et pétrolière et les occupations illégales de plusieurs territoires.

Bien entendu, un atout important à soulever qui a toujours contribué à la réussite d'Alternatives et à atteindre tous ces résultats est l'équipe de la permanence qui s'investit continuellement à l'avancement et la réalisation des différents projets au niveau national et international. C'est surtout grâce au travail acharné de cette équipe des dernières années que nous puissions récolter le fruit de ces efforts.

Pour cette année en particulier, j'aimerais rendre hommage à une membre de l'équipe si passionnée qui a assuré avec le plus grand sérieux les postes de direction par intérim et la direction des programmes durant toute une période pleine de défis. Le départ de Catherine Pappas depuis le mois de septembre dernier a été une grande perte pour l'organisation. Nous tenons donc à exprimer notre reconnaissance et notre gratitude pour son dévouement précieux tout au long de son mandat. Catherine Pappas s'est toujours démarquée par son travail rigoureux, son sens d'engagement soutenu et sa sensibilité politique aux inégalités et injustices sociales. Sa contribution durant plus de 15 ans dans l'avancement de la mission de l'organisation reste inestimable et nous lui souhaitons tout le succès pour sa future carrière.

Dans la prochaine période, il sera essentiel de réfléchir à la pérennité de nos actions et celles de nos partenaires, d'élargir notre base, de préparer une relève, de nous engager encore davantage sur le front de la justice climatique, d'accroître l'impact de nos campagnes d'éducation pour lutter contre la montée des droites identitaires, mais aussi de s'assurer que nos mouvements sont inclusifs, décoloniaux et qu'ils portent les aspirations des peuples opprimés.

Le travail devant nous est fondamental, immense, vertigineux, surtout vu l'interconnexion des crises qui nous traversent — sanitaire, économique, environnementale et sociale.

Depuis 1994, nous avons toujours compris notre engagement pour la justice et l'équité raciale à l'intersection du combat mené pour la justice sociale, les droits des femmes, ainsi que la justice écologique et climatique. L'indivisibilité de la justice, pour reprendre le concept énoncé par Angela Davis (2013), est au centre de notre approche et de celle de nos partenaires. D'où l'importance aujourd'hui de poursuivre un travail à la convergence des luttes.

En solidarité,

Safa Chebbi
Co-présidente du conseil d'administration

Nos actions de solidarité internationale

Alternatives continue de soutenir les défenseurs des droits humains dans divers pays, avec un accent particulier sur le soutien et la défense des femmes alors qu'elles naviguent dans diverses cultures et professions dominées par les hommes. Grâce à diverses initiatives de plaidoyer et à un soutien direct au projet par le biais de partenaires locaux, nous avons fourni une assistance au Yémen, en Palestine, en Irak et au Soudan.

Soutenir les femmes journalistes et les défenseurs des droits de la personne au Yémen, en Irak, au Soudan et en Palestine

Ce projet a débuté en décembre 2017 et s'est terminé en décembre 2020. Le soutien financier provenait de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). La majeure partie des activités ont été réalisées avant la pandémie. Heureusement, cette dernière n'a donc pas eu d'impact sur le résultat final. Nous avions déjà fait une présentation détaillée du processus et des activités du projet lors d'assemblées générales annuelles précédentes (2018-2019 et 2020); vous pouvez donc consulter ces détails à travers nos rapports d'activités de ces années qui se trouvent sur notre site internet.

Comme vous le savez tous, l'année 2019 a été très tumultueuse et difficile dans les pays cibles de ce projet. Le Yémen a été la cible d'attaques militaires de la part des militaires saoudiens et émiratis. Le conflit au sein des factions en guerre au Yémen a eu des répercussions sur la société civile. Les activités du projet ont parfois dû être menées de manière clandestine. Les deux villes principales étant contrôlées par les deux groupes en conflit, la neutralité était très importante pour que les activités se poursuivent. Le peuple soudanais s'est révolté contre la dictature. Ils ont organisé une protestation pacifique et massive dans tout le pays. Des comités de quartier de résistance ont été créés et la société civile s'est organisée autour des Forces de la liberté et du changement (FFC). Cette action a finalement abouti à l'éviction de la dictature et à la mise en place d'un gouvernement civil/militaire intérimaire. La société civile a gagné beaucoup d'espace et de poids pour s'affirmer dans le processus. L'Irak a connu des manifestations massives en faveur de la démocratie, qui ont eu des répercussions directes sur nos partenaires, lesquels n'ont cessé de dénoncer les crimes commis par l'État et l'armée.

En conséquence, les dirigeants de cette organisation ont dû se cacher pour échapper aux arrestations des services de sécurité. À Gaza, les bombardements périodiques des civils par Israël ont fait de nombreux morts et blessés. Le blocage complet des déplacements des habitants de Gaza signifie qu'en termes pratiques, les partenaires en Palestine ont dû mettre en œuvre les activités deux fois, une fois en Cisjordanie et ensuite à Gaza.

Malgré toutes les contraintes mentionnées, nos organisations partenaires ont réussi à mobiliser leurs membres et leurs réseaux afin de prendre part aux activités du projet. Au final, environ 1500 femmes journalistes, défenseurs des droits de l'homme, étudiants en journalisme et autres journalistes citoyens ont bénéficié de la mise en œuvre de ce projet.

Les principales activités visaient à renforcer les capacités des bénéficiaires par le biais de formations et de campagnes de lobbying en faveur de leurs droits auprès de leurs gouvernements et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Appui aux femmes journalistes au Soudan

Pour donner suite à une recherche réalisée en 2018 menée dans le contexte d'un projet PSOP concernant la violence contre les femmes journalistes au Moyen-Orient, nous avons décidé d'approfondir et de mener d'autres recherches afin d'améliorer les outils de collecte de données visant à fournir aux organisations de femmes de données probantes pour mieux formuler des stratégies de prévention de la violence à son égard. Ainsi, en mars 2020, nous avons démarré notre projet avec les femmes journalistes au Soudan, un projet financé par le Fonds pour l'innovation et la transformation (FIT). Le financement du projet a pris fin en juin 2021. En collaboration avec notre partenaire local Alalag, nous avons entrepris une recherche-action au cours de laquelle 321 femmes journalistes y ont participé. Ce projet a permis, par la collecte et l'analyse de données empiriques de créer une base de connaissances suffisante sur la violence à l'encontre des femmes journalistes. Ces connaissances sont traduites en une série de stratégies adaptées aux résultats de notre exercice et donc aux besoins de prévention des organisations de femmes journalistes visées par ce projet.

Notre projet a été basé sur la construction de données probantes axées sur la violence affectant les femmes journalistes. Pour tester cette hypothèse, nous avons mis à l'essai deux outils de collecte de données sur la violence qui touchent les femmes journalistes. 1) un questionnaire longitudinal visant visant à recueillir la perception et les expériences des femmes et des journalistes citoyennes, et 2) un outil de dénonciation qui permet aux organisations des femmes journalistes soudanaises d'obtenir des alertes concernant les actes de violence perpétrés contre leurs membres. Des stratégies de prévention de la violence ont été adaptées aux besoins des organisations.

Autonomisation des femmes et des filles de l'économie informelle au Honduras

Le Centro de Atención Integral para la Mujer Emprendedora, un centre de services juridiques et psychologiques à San Pedro Sula, a été inauguré le 25 novembre 2020. En plus de fournir un accompagnement aux victimes de violence, cet établissement, unique en son genre, offrira aussi des ateliers d'orientation et de prévention à la violence. La Federación de Organizaciones de Trabajadores del Sector Social e informal de la economía de Honduras (FOTSSIEH) a récemment formé 67 cadres du syndicat sur des questions liées aux stratégies d'autonomisation des travailleuses du secteur informel de l'économie.

Les activités, qui se déroulent dans quatres départements du Honduras, ont déjà atteint plus de 200 personnes, principalement des femmes. Le Centre de soutien aux femmes du secteur informel (CAIME) a lancé une grande campagne de sensibilisation et de mobilisation qui cible des femmes victimes de violence.

Dans la prochaine année, la stratégie prévoit de former 1500 nouvelles femmes et de lancer un processus de dialogue et de convergence avec d'autres groupes de la région afin de créer une vaste campagne pour la défense des droits des travailleuses et des travailleurs du secteur informel. Les deux centrales syndicales partenaires, la ELA (Euskal Sindikatua, Pays basque) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN, Québec), offriront également une série d'ateliers de formation.

Ces initiatives sont financées sur 3 ans avec le soutien du programme d'aide publique au développement (APD) de l'AMC, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et une contribution en partenariat de la CSN et l'ELA.

La justice économique pour les femmes a été une composante importante de notre programmation cette année. Nous envisageons cela dans une perspective très large pour inclure des stratégies contre la violence sexiste, un accent sur l'économie informelle et la protection de l'environnement et de l'écologie. Nous avons été les plus actifs au Honduras, avec des initiatives plus modestes au Sri Lanka.

L'Élevage écologique : les femmes au cœur de l'innovation – Honduras

Un petit financement accordé par la Fondation Louise-Grenier a permis également à la Federación de Organizaciones de Trabajadores del Sector Social e informal de la economía de Honduras (FOTSSIEH) de soutenir les moyens de subsistance de 95 femmes cheffes de famille de Nueva Frontera et Yoro par la création d'une petite ferme avicole et d'une porcherie. Ce projet utilise des aliments biologiques sans produits chimiques pour nourrir des animaux et s'assure que l'espace physique d'élevage a été construit pour s'assurer que les déchets sont éliminés de manière sûre loin des cours d'eau.

Renforcer les moyens de subsistance des femmes au Sri Lanka

Nous continuons à soutenir notre partenariat au Sri Lanka, avec le National Fisheries Solidarity Organization (NAFSO). En collaboration avec notre organisation sœur québécoise, Mission Inclusion, nous leur fournissons un soutien technique pour développer une entreprise coopérative de femmes pêcheurs, principalement composée de veuves de guerre dans les régions tamoules du Nord-Est. Un ONG basé aux Pays-Bas, BoPInc, fournira un soutien à l'entrepreneuriat alors que nous continuerons à développer cette initiative au cours des prochaines années.

Veuves de guerre sri lankaises protégeant les mangroves et pratiquant la pêche lagunaire. Photo © DW/C. Davison

Nos programmes de stages internationaux pour les jeunes continuent d'être le projet phare d'Alternatives. Plus de 1 500 jeunes y ont participé au fil des ans. Durant cette année d'ajustements pandémiques, tous nos stages ont été virtuels. Bien que cela représente une expérience très différente pour les participant·es et leurs organisations d'accueil, chacun et chacune y a trouvé l'opportunité d'apprendre à travailler autrement.

Les stages internationaux pour les jeunes

Pour tous les stages, la mobilité est suspendue jusqu'à nouvel ordre. Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) a accepté les notes conceptuelles concernant la réaffectation des fonds Québec sans frontière (QSF). Une partie des ressources qui avaient été allouées aux déplacements des stagiaires ont été versées aux partenaires pour la mise en œuvre de petits projets au Chili, à Cuba et en Tunisie.

Les stages de l'Université d'Ottawa se poursuivent à distance. Plus d'une trentaine de stagiaires ont travaillé avec les partenaires suivants : Strategic Initiative for the Horn of Africa (SIHA/Corne de l'Afrique), Teacher Creativity Center (TCC/Palestine), Solidarité des femmes pour le développement intégral (SOFEDI/République démocratique du Congo), Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES/Tunisie), National Fisheries Solidarity Organization (Sri Lanka/NAFSO), le National Council of Women in India (NCWI), l'Association des enseignant.es du Lesotho (LAT) et Al Alag (Soudan).

Affaires mondiales Canada (AMC) a accepté notre proposition de stages en ligne (en remplacement d'un certain nombre de stages internationaux). Nous avons recruté 16 jeunes âgé·es de 18 à 30 ans pour réaliser des stages rémunérés avec quelques-uns de nos partenaires internationaux. D'ici la fin décembre, vingt-cinq jeunes réaliseront un stage professionnel rémunéré (20 $/heure) de seize semaines auprès d'Alternatives ou d'une organisation partenaire dans un pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Ce stage à temps plein (35 heures par semaine) se déroulera entièrement à distance.

Deux stagiaires ont été recrutées pour réaliser un stage de deux mois financés par Emploi d'été Canada. Ces stagiaires travaillaient sur les stratégies de recrutement du programme jeunesse et du service d'employabilité.

Grâce au programme Absolute Internships, nous avons accueilli trois stagiaires des États-Unis pour travailler sur la base de données du projet au Soudan (FIT) et la promotion des stages en anglais.

La violence basée sur le genre est un problème primordial auquel Alternatives veut s'attaquer à travers l'ensemble de son programme. Cela a été une composante de toutes les initiatives ultérieures mentionnées dans ce rapport. À partir de 2020, nous nous sommes lancés dans un projet dirigé par un partenaire du Sud pour soulever ce problème dans les écoles des districts ruraux d'Haïti, du Nicaragua et du Honduras.

Amérique centrale : lutter contre la violence faite aux filles en milieu scolaire

Ce projet poursuit les recherches qu'Alternatives a développées avec ses partenaires sur le terrain en matière de violence contre les femmes au cours des dernières années. L'étude vise, par la recherche et la création de données empiriques, à améliorer les stratégies de prévention de la violence de genre dans les écoles rurales du Honduras, d'Haïti et du Nicaragua. La recherche est financée par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI). Dans ce projet Alternatives fourni de l'appui technique et méthodologique à la campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE) pour le développement d'une recherche-action. Parallèlement aux travaux sur les terrains coordonnés par des organisations locales, Alternatives développe aussi une étude comparative internationale sur la prévention de la violence dans les écoles rurales.

Le projet est présentement en phase de démarrage et doit se poursuivre jusqu'en 2023. L'équipe du projet travaille sur l'étude internationale, les protocoles de recherche, le support méthodologique, les outils de collecte ainsi que sur les plans de santé et de sécurité et la création d'outils pédagogiques traitant du développement de nouvelles masculinités pour les garçons.

Les Impacts du COVID sur nos partenaires

Grâce à un financement du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), nous continuons de fournir un soutien aux efforts de nos partenaires au Honduras, au Chili, en Haïti et en République Démocratique du Congo (RDC) pour contrer les effets directs et indirects de la COVID. Au Chili, le Comité de Allegados a fourni une aide alimentaire aux familles gravement affectées par la pandémie dans le quartier de Cerro Navia, à Santiago, avec la création de sept cuisines collectives. L'initiative ciblait quelques 1500 personnes, dont plusieurs réfugiés haïtiens. En Haïti, l'initiative, qui visait des marchandes et des artistes de Carrefour-Feuilles, s'est concrétisée dans un environnement complexe et d'insécurité. En République démocratique du Congo, la Solidarité des femmes pour un développement intégral (SOFEDI) a terminé une initiative de soutien aux femmes et aux filles vivant avec un handicap dans la province du Sud-Kivu.

Ce financement a aussi permis de réaliser des activités qui s'adressaient aux jeunes âgé·es de 18 et à 35 ans souhaitant participer à la réalisation de la nouvelle série balado « Féministes pluriel·les ». Cette série s'est penchée sur l'expérience genrée de la COVID-19 et les initiatives féministes de par le monde et aussi un soutien plus global à Alternatives pour pallier les effets de la COVID.

En solidarité avec les mouvements sociaux en Colombie, au Chili, au Brésil, en Tunisie et en Inde

© Daniel M. on Unsplash

© AP Photo

© Rupinder Singh on Unsplash

Nous avons lancé un processus de mobilisation sur la Colombie qui, lors du premier webinaire, a déjà réuni une centaine de personnes et de groupes au Québec, au Canada, en Colombie, dans des pays d'Amérique latine et d'ailleurs, notamment la Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE), la Universidad del Cauca, l'Université nationale de la Colombie (UNAL – département des sciences humaines), le Centro de Investigación y Educación Popular (CINEP/PPP - Estrategia ENI Colombia), Pressenza, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), le Coletivo Brasil-Montreal, la Commission altermondialiste de Québec solidaire, le Fonds humanitaire du Syndicat des Métallos (FHM), le Conseil central de Montréal métropolitain (CCMM–CSN), le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE) et l'Association pour le progrès des communications (APC). Une série de webinaires sur le Chili et la Colombie a été lancée, en collaboration avec différentes universités du Québec, du Chili et de la Colombie.

Le India Civil Watch International (ICWI), avec qui nous sommes associé, mène un travail impressionnant contre la montée du fascisme en Inde. Dernièrement, le collectif a réalisé une grande campagne en soutien au long mouvement de protestation des paysan·ne·s indien·ne·s. Alternatives a collaboré notamment à une collecte de fonds menée auprès des syndicats du Québec et du Canada en soutien à cette campagne.

Une activité publique virtuelle sur les grands mouvements paysans du Brésil, d'Inde et de la Tunisie a aussi eu lieu en juin.

Nos actions d'éducation à la citoyenneté mondiale auprès du grand public québécois et nos projets de solidarité sur le territoire québécois

Au cours de cet exercice financier, nous avons développé de nombreux événements virtuels d'éducation publique afin de mieux informer le public québécois sur diverses situations internationales dans le but de fournir des informations factuelles. Cela a inclus de nombreux webinaires spécifiques à un pays ou à un problème. Toutes ces conférences, webinaires et outils sont répertoriés sur la page des activités de ce rapport (page 18).

En plus de ces activités, nous avons coordonné trois projets spécifiques au Québec : l'Observatoire pour réduire les inégalités raciales et la discrimination en emploi au sein des groupes racisés du Québec; le Laboratoire sur les droits en ligne et les technologies alternatives (Lab-Delta) et notre service d'aide à l'emploi des personnes immigrantes.

L'Observatoire pour réduire les inégalités raciales et la discrimination en emploi au sein des groupes racisés du Québec

Financé par Patrimoine Canada, ce projet est en quelque sorte un résultat naturel de la philosophie politique d'Alternatives. Notre compréhension et nos efforts visent à soutenir la construction d'une société de justice sociale en opposition à la colonisation, au racisme, à l'islamophobie et à la xénophobie. Nous pensons que pour construire une société véritablement laïque, tous les obstacles et les barrières doivent être identifiés et éliminés.

Le manque de données rend plus difficile la mise en œuvre de solutions concrètes pour contrer les inégalités et la discrimination qui touchent les personnes racisées. L'Observatoire des inégalités raciales au Québec (OIRQ) vise à répondre aux besoins d'information des pouvoirs publics, des organismes communautaires et du grand public afin de faire progresser la lutte contre le racisme systémique.

Alternatives présente cette initiative unique et inclusive au Québec. Le projet, d'une durée d'un an, a été financé par Patrimoine canadien et se terminera en juin 2022. Cet observatoire permettra d'apporter un éclairage nouveau sur les questions de racisme systémique et structurel et de porter certaines conclusions et recommandations à l'avant-plan du débat public. Plusieurs questions sont abordées, à commencer par les inégalités raciales dans le secteur de l'emploi.

Parmi les partenaires du projet, on retrouve : le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ), partenaire principal qui sera responsable du comité scientifique et de la recherche; les partenaires du comité consultatif responsables de la diffusion et de la mobilisation pour les études scientifiques: la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), le Centre justice et foi, le Centre des travailleurs et travailleuse immigrants, la Fédération des femmes du Québec, la Ligue des droits et libertés.

https://oriq.info

/inegalitesquebec

L'Observatoire pour réduire les inégalités raciales et la discrimination en emploi au sein des groupes racisés du Québec

Le principal pilier du projet est l'équipe de recherche composée de chercheurs du CRIDAQ et d'Alternatives. Les principaux résultats de la recherche prendront la forme de cinq études sur les thèmes suivants :

01. Recueillir des indicateurs sur les disparités socioéconomiques entre la population majoritaire et les groupes racisés et immigrants.

02. Examiner les expériences et les perceptions des personnes en matière d'inégalité de traitement fondée sur leur identité raciale dans la recherche d'emploi et dans les relations de travail, et produire des statistiques sur les différents types de discrimination.

03. Consultation des victimes de discrimination raciale pour recueillir des informations sur la complexité des cas de discrimination, y compris les micro-agressions et les mécanismes d'adaptation utilisés par les victimes.

04. Analyser le discours discriminatoire sur Internet en examinant les forums de discussion au Québec pour détecter le vocabulaire et les arguments potentiellement discriminatoires afin de constituer une base de données des schémas discursifs du discours raciste.

05. Analyser les conflits liés au racisme dans la presse montréalaise de 1985 à 2018 afin de suivre l'évolution des acteurs impliqués dans les cas de racisme.

Ces études et leur synthèse sous forme de bulletins sont déjà en cours de publication sur le site web, et seront largement diffusées et téléchargées sur le site web du projet. Plusieurs webinaires, autrement dit des séminaires, seront organisés avec la participation d'employeurs, d'organisations communautaires, de représentants du gouvernement pour débattre et comprendre la gravité du problème. Nous espérons que ces recherches et ces débats permettront de sensibiliser et de contribuer à la lutte contre le racisme systémique dans notre société.

labdelta.ca

Laboratoire sur les droits en ligne et les technologies alternatives

Le projet Lab-Delta, est une initiative sur les droits numériques financée par l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACEI). Ce projet consiste à la création d'un institut de recherche et d'engagement communautaire jeunesse (un bureau, un centre ou un laboratoire) qui se veut au carrefour entre la littératie numérique, la gouvernance d'Internet et la promotion des droits de la personne dans l'univers numérique. Menée en collaboration avec l'Université de Montréal, cette initiative comprend une composante de recherche, la création d'un chatbot (dialogueur) et des activités de communication.

Un sondage a été réalisé pour comprendre les stratégies d'engagement de la société civile québécoise et francophone canadienne concernant les enjeux du numérique. L'axe pérennité de ce projet a fait ressortir des orientations stratégiques pour le LabDelta et qui définira les activités potentielles après la période de financement et identifiera les partenaires et d'autres parties prenantes susceptibles de participer à l'initiative et à son déploiement, ainsi que des moyens (financiers, humains et matériaux).

Dès le début, Alternatives a travaillé en partenariat avec le Département des communications de l'Université de Montréal. Le Lab-Delta est maintenant sous la supervision de l'Université de Montréal avec un contenu en continu, y compris des webinaires, des soumissions académiques, des balados et le développement de chatbox.

/lelabdelta

Service d'aide à l'emploi des personnes immigrantes

Trouver un emploi est une condition essentielle d'une intégration réussie !

Le service d'aide à l'emploi d'Alternatives offre :

- Une prestation de services bilingue : en français et en anglais
- Un service personnalisé : identification des forces individuelles; détermination d'objectifs de carrière; établissement de plan de recherche d'emploi
- Un accompagnement et un soutien tout le long du processus de recherche d'emploi et un suivi post embauche pour assurer la rétention et le maintien en emploi.
- Des activités adaptées : séances de soutien à la rédaction de CV et de lettre de motivation; accès à des offres d'emploi, préparation aux exigences du marché du travail québécois, préparation aux entrevues d'embauche; suivi post entrevue;

Dans la visée de la mission d'Alternatives, le service d'aide à l'emploi parvient, depuis sa création, il y a plus de deux décennies, à sortir de la pauvreté des familles entières, nouvellement arrivées au Québec (moins de 5 ans de résidence) en offrant des services personnalisés d'accompagnement et d'intégration à l'emploi.

La pandémie de la COVID-19 a eu un impact direct sur le service d'aide à l'emploi, du fait de la rareté des immigrants suite à la fermeture des frontières, a bouleversé l'état du marché du travail, elle a éloigné du marché du travail certaines clientèles et transformé la prestation des services aux immigrants. La crise sanitaire nous a amené donc à revoir les priorités de la clientèle immigrante en plus d'adapter l'offre de service aux nouvelles réalités du marché du travail.

Malgré le contexte d'incertitude causé par les diverses vagues de la pandémie, il se dégage une perspective de relance économique qui nous nécessitera de faire preuve d'agilité pour offrir une prestation de services adaptée à l'évolution des attentes et des besoins de la clientèle immigrante.

L'expertise du SAE d'Alternatives, sa notoriété acquise à travers les années, son rayonnement, son accessibilité, sa flexibilité, son adaptation aux besoins des individus; sa pérennité et ses succès en matière d'intégration et de rétention en emploi sont des atouts et des leviers à exploiter et à reconduire au sein d'Alternatives.

Webinaires organisés par Alternatives

2020

Regards croisés Colombie-Chili

17 JUIN
Violence et répression

1er JUILLET
Des mobilisations singulières ?

15 JUILLET
Les activismes d'aujourd'hui

29 JUILLET
Explosions sociales et polarisation

5 AOÛT
Mouvements étudiants et révolte sociale

19 AOÛT
Quelles solutions au conflit ?

Les États-Unis de tous les dangers

8 OCTOBRE
Polarisations sociales et soulèvements populaires

17 OCTOBRE
La Chine et les États-Unis : La grande confrontation

22 OCTOBRE
Pourquoi la droite attire-t-elle les classes populaires ?

14 NOVEMBRE
Et-maintenant ?

2021

Dans le cadre du Lab-Delta

25 MAI
Décolonisation de l'espace numérique : réflexions et pistes d'action

26 MAI
Comment créer des outils et espaces numériques féministes

27 MAI
L'empreinte environnementale des technologies numériques

Sur d'autres thématiques...

3 MARS
Les droits humains au Yémen et le complexe militaro-industriel

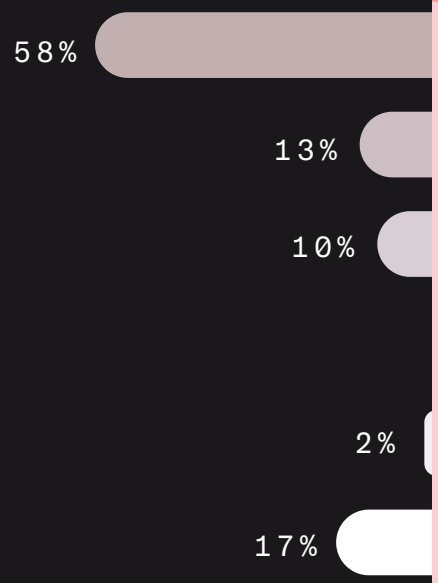
24 MARS
Lancement de l'Observatoire québécois des inégalités raciales

19 JUIN
Les luttes paysannes du Sud : entre résilience et solidarité

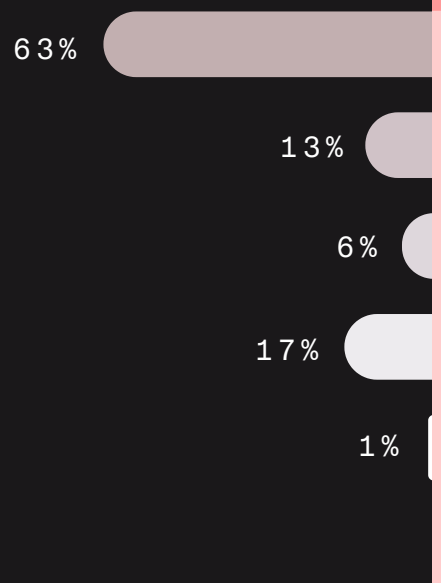
Rapport financier 2020–2021

BILAN	2021	2020
Actif		
Actif à court terme	1 251 722.00 $	956 665.00 $
Immobilisations	430 208.00 $	375 570.00 $
	1 681 930.00 $	**1 332 235.00 $**
Passif et actif net		
Passif à court terme	938 153.00 $	726 924.00 $
Passif à long terme	60 000.00 $	-
Actif Net	683 777.00 $	605 311.00 $
	1 681 930.00 $	**1 332 235.00 $**

Rapport financier 2020-2021



REVENUS	2021	2020
Gouvernement fédéral	1 025 670.00 $	907 973.00 $
Gouvernement provincial (Québec)	231 423.00 $	289 798.00 $
Gouvernement Européen	172 167.00 $	304 009.00 $
Contributions syndicales	-	17 742.00 $
Contributions non gouvernementales	42 000.00 $	66 355.00 $
Autofinancement	292 325.00 $	252 606.00 $
TOTAL	**1 763 585.00 $**	**1 838 483.00 $**



DÉPENSES	2021	2020
Programme international	1 070 145.00 $	1 247 598.00 $
Programme national	214 973.00 $	169 473.00 $
Programme d'autofinancement	103 565.00 $	134 505.00 $
Frais généraux	279 985.00 $	266 870.00 $
Amortissement des immobilisations	16 451.00 $	14 834.00 $
TOTAL	**1 685 119.00 $**	**1 833 280.00 $**
Excédent des produits sur les charges	78 466.00 $	5 203.00 $

Conseil d'administration, équipe de travail et stagiaires

Conseil d'administration

Comité exécutif
Safa Chebbi (Co-Présidente du Conseil)
Alessandra Devulsky (Secrétaire)
Ana Pranjic (Trésorière)

Les autres administrateurs et administratrices sont :
Caroline-Joan Boucher
Ricardo Gustave
Maika Sondarjee
Mostafa Hanawi
André Frappier
Anne Latendresse
Chantal Ide

Ces trois membres ont aussi servi sur le conseil d'administration durant l'année :
Marie-Josée Béliveau
Valérie L'Heureux
Sebastian Veilmas

Équipe salariée

Catherine Pappas (Directrice générale par intérim)
Yasmina Moudda (Directrice de l'administration et des finances)
Marcela Escribano (Amérique latine et Caraïbes)
Feroz Mehdi (Maghreb et Machrek — Asie)
Ève Bélanger (Jeunesse)
David Hernandez (Développement stratégique)
Caroline Gros (Développement stratégique)
Léonard Buckles (Nouvelles initiatives)
Khadija Mounib (Immigration et employabilité)
Myriam Cloutier (Communications et mobilisation)
Jimmy Lynch (Collecte de fonds)

Stagiaires universitaires

Aranie Sriskantharajah
Casandra Bigras
Lauren Somerville
Leorah Granholm
Marah Hussein
Yasmeen Abokasem
Safiya Abdi
Mariam Eloseily
Aurora Barnett
Courtney Hardy
Marie Simbi
Maude Bisson
Debora Gnagbo
Niamé Dite Agna Sacko
Elham Ghadieh
Pratigga Chowdhury
Hélène Leila Ishimwe
Stephane Odja Iboko
Moudan Hergeyeh
Sarah Henry
Kasandra Marasco

Emploi d'été Canada

Éliane Boucher
Claire Joliecoeur

Absolute Internship

Maggie Cheever
Tyanna Patthanadettrakul
Oghenevwogaga Ugboduma
Gabrielle Fracassi

Nos partenaires

NOS BAILLEURS DE FONDS PUBLICS 2020-2021

Nous tenons à remercier tous nos partenaires financiers et ceux qui ont généreusement donné à Alternatives via nos différentes campagnes de financement tout au long de l'année.

CSN

uOttawa

Canada Revenue Agency / Agence du revenu du Canada

En partenariat avec Canada

Québec

ELA EUSKAL SINDIKATUA

Patrimoine canadien

Relations internationales et Francophonie Québec

Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación

cira

FONDATION Louise Grenier

IDRC · CRDI Canada

FIT Fund for Innovation and Transformation / Fonds pour l'innovation et la transformation

Alternatives participe à plusieurs coalitions au Québec, au Canada et ailleurs, notamment :

- L'Association pour le progrès des communications (APC)
- L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- La Coalition pour que le Québec ait meilleure mine
- Concertation pour Haïti
- Le Conseil International du Forum social mondial
- Cultiver Montréal
- Le Front commun pour la transition énergétique (FCTE)
- India Civil Watch International (ICWI)
- International South Asia Forum (INSAF)
- Le réseau d'intervention humanitaire du Canada (RHC)
- La Communauté Milton Parc (CMP)

RETROUVEZ-NOUS SUR
Facebook : /AlternativesMtl
Twitter : @alternativesMTL
YouTube : alternativesNGO
Instagram : @alternativesMtl
LinkedIn : Alternatives

3720, AVENUE DU PARC,
BUREAU 300 MONTRÉAL,
QUÉBEC, H2X 2J1

DEVENIR MEMBRE D'ALTERNATIVES C'EST :
Faire partie d'un mouvement mondial qui défend la démocratie, l'environnement, et les mouvements sociaux pour la dignité des peuples. Être membre d'Alternatives, c'est soutenir la promotion et la construction d'initiatives novatrices des mouvements sociaux luttant en faveur des droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux. C'est aussi un soutien inestimable nous permettant de continuer le travail collectivement !

DEVENEZ MEMBRE PAR TÉLÉPHONE OU EN LIGNE :
ALTERNATIVES.CA/DEVENIR-MEMBRE

TÉLÉPHONE : 514-982-6606 SANS FRAIS : 1-800-982-6646 TÉLÉCOPIEUR : 514-982-6122

Alternatives